

INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

RAPPORT ANNUEL | 2014



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Lutte contre la privatisation et promotion des services publics de qualité	4
Influence sur la politique mondiale	9
Droits syndicaux.....	13
Syndicalisation et croissance	15
Promotion de l'égalité et de l'équité.....	19
Développement syndical.....	20
Europe (FSESP).....	22
Personnel de l'ISP	24
Rapport financier.....	26

INTRODUCTION

Chers/Chères Camarades,

Le présent rapport rend compte de la deuxième année de mise en œuvre par l'ISP du plan quinquennal adopté par les délégué(e)s lors du Congrès de l'ISP qui s'est tenu en 2012 à Durban, en Afrique du Sud. Dans ce contexte particulièrement difficile pour les syndicats des services publics, nos délégué(e)s ont élaboré des programmes d'action destinés à proposer des alternatives à la privatisation, à promouvoir des services publics de qualité, à lutter contre les inégalités et à renforcer le mouvement syndical.

Nous avons soigneusement défini nos priorités pour le mandat du Congrès, en gardant à l'esprit combien il est important de consolider notre présence pour assumer ces rôles clés, au nom de tous nos membres. En outre, nous avons clairement défini les priorités à long terme de l'ISP, à savoir la lutte contre la privatisation, la promotion des droits syndicaux, l'influence sur la politique mondiale, ainsi que la syndicalisation et la croissance.

En 2014, nous avons non seulement accompli de nombreux progrès au regard de notre programme politique, mais avons également placé l'ISP sur une voie organisationnelle plus durable. En partenariat avec notre personnel et nos affiliés, nous sommes parvenus à réduire notre déficit à un niveau presque négligeable, tout en continuant de développer nos activités. Pour ce faire, nous avons modifié radicalement notre méthode de travail et collaboré de façon plus étroite avec nos affiliés, en renforçant également nos liens avec les organisations de la société civile, de sorte à poursuivre une cause commune – les services publics de qualité, la justice fiscale, le commerce équitable, parmi bien d'autres problématiques.

Nous avons réalisé d'incroyables progrès au regard de notre projet visant à augmenter nos effectifs et notre force syndicale d'au moins un million de nouveaux membres au cours des cinq années de mandat du Congrès. Depuis le mois de janvier 2014, nous avons attiré 421 867 nouveaux membres grâce à l'augmentation des affiliations et à l'arrivée de 17 nouveaux affiliés provenant de toutes les régions. Lorsque l'on compare ce chiffre aux pertes d'adhérents – principalement en raison de la baisse des affiliations découlant de l'austérité qui frappe les syndicats européens –, nous constatons une augmentation nette de 335 584 membres. Cependant, si nous voulons acquérir la force nécessaire à la réalisation de nos aspirations au changement, nous devons redoubler d'efforts.

En 2014 :

- Nous avons continué de montrer le pouvoir du mouvement syndical aux organisations et institutions financières internationales puissantes, qui menacent les droits et les intérêts de nos membres, ainsi que ceux de l'ensemble des usagers des services publics.
- Nous avons continué de faire pression sur les instances qui se servent de l'argent public à des fins

de privatisation et cherchent à insuffler l'appât du gain dans les services publics.

- Nous avons réagi aux menaces que les employeurs ont fait planer à l'échelle mondiale, en décidant de nous ôter notre droit de grève au sein de l'OIT, et avons organisé une campagne syndicale à l'échelle mondiale afin d'exprimer notre désaccord.
- Nous avons réagi rapidement à la crise Ebola, en appelant à la protection de nos camarades qui travaillent en première ligne, et avons souligné que la menace d'une telle catastrophe continuerait de planer sur nos sociétés tant qu'un système universel de santé publique ne devenait pas réalité. En raison de la crise Ebola, la Conférence régionale pour l'Afrique et les pays arabes a été reportée à 2015.
- Nous avons poursuivi notre lutte contre les dangereux accords commerciaux qui favorisent la privatisation et mettent à mal la gouvernance démocratique, et nous nous sommes érigés en véritable leader de la lutte contre l'ACS.
- Nous n'avons pas cédé aux violations des droits syndicaux.

Je tiens à remercier chaque affilié de l'ISP, le Conseil exécutif et le Comité directeur, notre petite équipe dévouée, ainsi que toute la famille syndicale de l'ISP pour leur contribution aux avancées réalisées par l'ISP. Il reste encore beaucoup à faire, mais nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli.

Salutations Solidaires,



Rosa Pavanelli,
Secrétaire Générale





LUTTE CONTRE LA PRIVATISATION ET PROMOTION DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

L'ISP continue de jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre la privatisation à l'échelle mondiale.

Manifestation de la FENPRUSS, un affilié de l'ISP au Chili, contre la privatisation des services de santé

La menace de la privatisation demeure bel et bien réelle, et ce, même s'il s'avère de plus en plus qu'elle n'est pas en mesure de tenir ses promesses. En 2014, l'Internationale des Services Publics a continué de lutter contre la privatisation et de soutenir ses affiliés dans le cadre de leurs campagnes anti-privatisation.

De leur côté, les Nations Unies et ses États membres ont poursuivi leurs négociations en vue de définir le « programme pour l'après-2015 ». Ce programme inclut deux éléments déterminants – les Objectifs de développement durable (ODD) et la Conférence sur le financement du développement – qui viendront orienter les politiques nationales pour les prochaines années. C'est également le cas des négociations sur le changement climatique et les accords régionaux sur le commerce et l'investissement, tels que l'ACS, le TTIP, le TPP, l'AECG et les accords commerciaux avec l'UE.

Le puissant groupe de lobbying, composé d'entreprises, pousse avec insistance les Nations Unies à adopter des politiques prônant des « partenariats » qui permettront au secteur privé de promouvoir rapidement la privatisation. Ce groupe s'appuie également sur le G20 et l'OCDE pour consolider ses attaques à l'encontre des services publics, en promouvant la « financiarisation » des

infrastructures publiques, de la même façon que pour la financiarisation des emprunts hypothécaires aux États-Unis, qui a précipité la crise financière de 2008. L'ISP est déterminée à contre-attaquer et demeure fermement engagée à faire pression au sein même du système onusien, notamment aux côtés des partenaires de la société civile et syndicaux, en se concentrant plus spécifiquement sur les fausses promesses de la privatisation et des solutions de développement orientées sur le marché.

L'élan mondial en faveur de la justice fiscale se répercutera également sur la capacité des États à financer les services publics – étant donné que le manque de financements publics constitue l'une des principales raisons au recours à la privatisation ou aux partenariats public-privé (PPP).

Le soutien apporté par l'ISP à ses affiliés engagés dans la lutte contre la privatisation consiste à les conseiller au regard de leurs campagnes stratégiques, à mener des études ciblées, à assurer la communication et les relations avec les médias, et à soutenir les partenariats avec la société civile. Les réseaux sectoriels régionaux, de même que le personnel actif dans les régions comme au siège, sont tous mobilisés dans le cadre de ces campagnes.

L'Unité de recherche de l'Internationale des Services Publics (PSIRU) continue de publier des études sur la privatisation et les activités des multinationales, qui constituent des ressources de grande valeur pour les affiliés de l'ISP.

REVENDIQUER DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

L'ISP et ses affiliés ont été confrontés au défi de la privatisation et ont défendu avec succès des services publics de qualité :

- En Indonésie, après plus de 16 années de privatisation, la ville de Jakarta a décidé de re-municipaliser ses services de distribution d'eau. Une coalition composée de résidents de Jakarta a entamé une action en justice contre le gouvernement sur le caractère légal de cette privatisation. La décision sera rendue en 2015. L'ISP a réalisé une série de quatre brochures d'informations sur le sujet.
- L'ISP continue de soutenir ses affiliés du secteur de l'électricité, au Nigeria. Après de nombreuses années de dégroupement et de privatisation de diverses composantes du système énergétique national, c'est en

2014 que le pays a enregistré son plus faible niveau de production d'électricité nationale. Cette situation a conduit au licenciement de plus de 30 000 travailleurs/euses.

- Au Nigeria également, l'ISP a travaillé en collaboration avec le syndicat du secteur de l'eau, l'AUPCTRE, afin de contrer la proposition de privatisation des services de distribution d'eau de la ville de Lagos. Le syndicat a été trompé au regard des plans de privatisation, notamment sur l'utilisation d'un prêt de 3,5 milliards de dollars de la Banque mondiale, et bénéficie du soutien des organisations de la société civile à l'échelle locale, nationale et mondiale.
- Au Ghana, la Banque mondiale défend activement sa formule traditionnelle de dégroupement et de privatisation de l'électricité. L'ISP a soutenu ses deux affiliés de ce secteur, en mettant à leur disposition des études et des conseils, de façon à ce que les syndicats et les organisations de la société civile comprennent mieux la teneur des propositions de la Banque mondiale et aient toutes les cartes en main pour identifier les options favorisant une meilleure gestion publique.
- Grâce au soutien de l'ISP, le syndicat paraguayen a pu mener une campagne de sensibilisation aux dangers de la vente de la société nationale de production d'électricité : Itaipu. Une recherche conjointe menée par la PSIRU et un chercheur paraguayen, a jeté les bases de l'argumentaire utilisé pour contrer la cession d'actifs proposée.
- Un forum régional sur la résistance aux activités de privatisation, qui s'est tenu en août dernier à New Delhi, en Inde, a permis de mettre en lumière les failles du processus de PPP et ses effets néfastes sur la fourniture d'eau et d'électricité. Les activités de l'ISP ont été fortement soutenues par la société civile.
- En Australie, l'ASU a joué un rôle majeur dans la campagne visant à empêcher la privatisation de l'énergie en Nouvelle-Galles du Sud.
- Le ZENSUIDO (syndicat japonais des travailleurs du service des



Rencontre de l'ISP et ses partenaires avec Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la CNUCED, afin d'aborder l'impact du commerce sur les services publics

eaux) a organisé une conférence des délégué(e)s à Niigata, portant notamment sur la privatisation et les réformes relatives aux services de distribution d'eau. Le syndicat a organisé des débats prenant en compte diverses perspectives, notamment celles de la société civile, des universitaires et des dirigeants politiques.

- L'ISP a soutenu les syndicats du secteur public au Kenya afin de sensibiliser leurs membres et l'opinion publique aux conséquences de la privatisation des services de distribution d'eau. Les syndicats ont lancé une série de campagnes contre l'adoption de la loi sur la privatisation, en promouvant une autre loi qui proposait un partenariat public-public afin de remplacer la proposition de PPP. La commission parlementaire sur l'eau ne s'est pas seulement avérée intéressée par la proposition, mais elle a également demandé à l'équipe du projet sur l'eau de former ses membres au fonctionnement des partenariats public-public.
- La Confédération syndicale coréenne (KCTU) et les comités sur le naufrage du ferry Sewol ont organisé un congrès international au cours duquel l'ISP a présenté le rapport de la PSIRU « Impact de la libéralisation de la sécurité publique dans le secteur des transports, de l'eau et de la santé ».
- Les affiliés japonais ont tenu un forum SPQ en vue d'aborder les questions de l'engagement

auprès de la Banque asiatique de développement, de la gestion des risques de catastrophe, du manque de droits accordés aux travailleurs/euses du secteur public et des dangers des accords commerciaux.

- L'ISP a finalisé la seconde phase de renforcement des capacités et de planification pour le travail de réhabilitation à la suite du typhon Haiyan, aux Philippines. Cette phase couvre les activités de réduction et de gestion des risques de catastrophe, ainsi que l'organisation des premiers intervenants dans les régions pilotes du pays.

DES ACCORDS COMMERCIAUX DANGEREUX

L'ISP a poursuivi le travail entrepris aux côtés de ses affiliés, des partenaires de la société civile et autres groupes syndicaux afin de lutter contre la nouvelle vague dangereuse d'accords commerciaux, dont l'Accord sur le commerce des services (ACS), le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), ainsi que les accords commerciaux entre le Canada et l'UE, et entre le Mercosur et l'UE.

- L'ISP a commandé la toute première étude visant à mettre en lumière les conséquences des négociations sur l'ACS, qui se déroulent dans le plus grand secret. *L'ACS contre les services publics* expose la façon dont le projet d'ACS vient promouvoir

la privatisation, restreindre la façon dont les gouvernements prennent en charge les services, et empêcher les gouvernements de reprendre le contrôle des services dont la privatisation s'est soldée par un échec. Publié au mois d'avril, ce rapport a bénéficié d'une importante couverture médiatique dans plus de 10 pays.

- En mai, Wikileaks a divulgué le chapitre relatif aux services financiers de l'ACS, et l'ISP a commenté cette affaire dans de nombreux médias.
- En collaboration avec le réseau Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS), l'ISP a commandé l'étude ACS : *Les Vrais bons amis de l'Accord des entreprises transnationales*, afin de montrer de quelle façon l'ACS vient restreindre les droits des gouvernements à réglementer dans l'intérêt des citoyen(ne)s, et dans quelle mesure les grandes entreprises internationales soutiennent l'ACS afin de promouvoir leurs propres intérêts.
- L'ISP a rencontré le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Mukhisa Kituyi, et est intervenue lors d'un événement organisé en marge du Forum de la CNUCED, afin de faire part des inquiétudes à l'égard des conséquences des accords sur le commerce des services sur les services publics et le développement.
- En partenariat avec le réseau OWINFS, l'ISP a organisé un débat sur les conséquences de l'ACS lors du Forum de l'OMC, qui s'est tenu à Genève et a réuni plus de 80 participant(e)s.
- En Europe, l'ISP a participé à de nombreuses réunions stratégiques sur les questions liées au commerce et au commerce des services, dont des réunions avec la Fondation Friedrich Ebert (FES) et la Fondation Rosa Luxembourg, ainsi qu'avec d'autres syndicats et organisations de la société civile. L'ISP a également participé à des activités conjointes, notamment en faisant pression sur les députés européens et en suivant la FES dans



Depuis le sommet mondial organisé à Genève, l'ISP s'est érigée au rang de leader mondial de la lutte contre l'ACS

une tournée régionale à travers l'Allemagne.

- En partenariat avec la Fraternité internationale des Teamsters (FIT), l'ISP a organisé le Sommet mondial sur le commerce à Washington, qui a réuni des dirigeant(e)s de syndicats du secteur public de toute la planète. L'ISP et la FIT ont fait pression sur le Congrès américain contre les accords de libre-échange et les accords accélérés.
- En collaboration avec la FES et le réseau OWINFS, l'ISP a organisé un forum mondial sur l'ACS en octobre, à Genève, qui a réuni plus de 180 participant(e)s provenant d'organisations syndicales et de la société civile de plus de 40 pays, ainsi que des négociateurs sur le commerce de 15 pays participant aux négociations sur l'ACS. Cet événement fut suivi d'une journée de planification internationale, afin d'organiser la campagne d'opposition à l'ACS à l'échelle planétaire.
- À la suite du Forum sur l'ACS de Genève, les affiliés de l'ISP en Colombie et en Norvège ont organisé des événements et des comités anti-ACS, et lancé des campagnes sur le même thème.
- Les commentaires de l'ISP sur la divulgation de la proposition américaine relative à la sécurité des données dans le cadre de l'ACS, ont été relayés dans les journaux les plus importants.

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION

L'ISP a poursuivi sa lutte contre la corruption en nouant des alliances, comme au travers d'activités avec ses affiliés et partenaires. La campagne anticorruption de l'ISP est étroitement liée à nos actions en faveur de la justice fiscale et contre la privatisation des services publics.

- Les affiliés de l'ISP en Colombie ont organisé une conférence des employé(e)s des organismes publics de contrôle et d'audit, afin de discuter des défis de la corruption. Au cours de cet événement, les représentant(e)s du gouvernement ont également fait part de leur intérêt pour la campagne mondiale.
- En collaboration avec l'UITOC, la confédération internationale des travailleurs des organismes de contrôle public, l'ISP a organisé une conférence sur la corruption et la justice fiscale réunissant des intervenant(e)s internationaux et des participant(e)s venus des quatre coins de l'Amérique latine.
- Au cours de la Conférence internationale du Travail, l'ISP a rencontré les dirigeants syndicaux argentins ainsi que des hauts représentants de l'OIT afin de continuer de faire pression sur l'OIT en faveur d'une nouvelle Convention protégeant l'indépendance des organismes de contrôle public et d'audit, ainsi que leurs employé(e)s. La délégation a



Manifestation des membres de la FENASEP, un affilié de l'ISP au Panama, contre l'impunité généralisée des pratiques de corruption dans le pays, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption

proposé à l'OIT de mener une étude internationale sur les défis auxquels les employé(e)s de ces organismes sont actuellement confronté(e)s.

- Le syndicat du personnel de l'Organisation mondiale de la Santé a invité l'ISP à présenter sa campagne anticorruption.
- L'ISP a tenu un atelier destiné à toutes les sous-régions d'Amérique latine, à Santiago (Chili), afin de discuter des objectifs de la campagne de l'ISP et des conventions internationales sur la corruption sur lesquelles peuvent s'appuyer les activités des affiliés.
- Les réseaux d'administration publique de l'ISP en Amérique latine et en Afrique ont décidé de faire de la lutte contre la corruption l'un des thèmes phares de leurs activités.

politique, l'éducation, la consolidation du mouvement et le soutien aux partenaires, afin de passer à l'action.

- L'ISP a organisé des ateliers de formation sur la justice fiscale au Ghana, à l'attention des affiliés d'Afrique de l'Ouest, ainsi que d'autres ateliers de formation sur la justice fiscale à Buenos Aires (Argentine) et à Santiago (Chili) pour les affiliés d'Amérique latine, afin de les sensibiliser et de développer les campagnes nationales.
- L'OCDE et le G20 ont promis de réformer les réglementations fiscales afin de veiller à ce que les multinationales paient leur juste part de l'impôt. L'ISP a continué de faire pression sur ces derniers

pour qu'ils accélèrent le rythme, et a collaboré avec les organisations de société civile du groupe de suivi sur le BEPS (Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéficiaires), ainsi qu'avec la Commission syndicale consultative (TUAC) auprès de l'OCDE afin d'intensifier le travail en faveur de la justice fiscale.

- L'ISP a travaillé avec la société civile afin de mettre en place et de financer la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation, ICRICT) afin de développer et de promouvoir des alternatives crédibles aux propositions de l'OCDE et des multinationales au regard de la réforme fiscale. Grâce à ses relations avec la FES, l'ISP a joué un rôle fondamental en assurant le financement de l'ICRICT.
- L'ISP est intervenue dans le cadre de nombreux forums mondiaux sur la fiscalité, tels que les négociations de l'OCDE sur le BEPS avec l'Amérique latine en Colombie, ainsi que lors d'une rencontre internationale de la FES sur le contrôle démocratique du pouvoir du secteur privé.
- L'ISP a collaboré avec les syndicats du secteur public et les organisations de la société civile afin d'influencer le programme Financement du développement

ŒUVRER POUR LA JUSTICE FISCALE

L'ISP joue un rôle prépondérant dans la campagne mondiale en faveur de la justice fiscale, en collaborant avec des partenaires nationaux et internationaux afin de lever le voile sur les scandales de l'évasion fiscale pratiquée par les grandes entreprises et d'œuvrer en faveur de la justice fiscale pour financer les services publics de qualité, redistribuer les richesses et contribuer à un développement économique et social durable. L'ISP continue de bâtir des ponts entre le plaidoyer



Participant(e)s à la réunion sur la justice fiscale organisée au Ghana : Reynolds Ofosu Tenkorang, Syndicat des travailleurs/euses des services de santé (Health Services Workers' Union, HSWU), Emilia Codjoe, Association des infirmiers/ères diplômé(e)s du Ghana (Ghana Registered Nurses' Association, GRNA), et Bernard Adjei, Syndicat des travailleurs/euses des services publics du TUC (Public Service Workers' Union of TUC, PSWU)



L'ISP s'oppose à l'utilisation des fonds de pension pour la privatisation des services publics. Rosa Pavanelli s'adresse aux syndicalistes coréen(ne)s à l'occasion d'une grande manifestation contre le projet gouvernemental visant à réformer les régimes de pension

dans le cadre des objectifs de développement pour l'après-2015, de façon à veiller à ce que les objectifs de développement soient financés par une taxation progressive et non par des fonds du secteur privé liés à des prestations du secteur privé (tels que des partenariats public-privé – PPP).

- Avec le soutien de l'ISP à travers toute la planète, la FSESP continue de faire campagne en faveur d'une taxe sur les transactions financières au sein de l'Union européenne, qui a par ailleurs été adoptée le 7 mai 2014 par 11 pays, marquant ainsi une victoire historique.
- L'ISP soutient la représentation de la FSESP sur la Plateforme pour la bonne gouvernance fiscale de la Commission européenne, et le suivi de la proposition de la Commission européenne de contrer l'évasion fiscale des multinationales grâce à des dispositifs de prêts hybrides.
- Nous avons travaillé avec les affiliés de l'ISP et la société civile afin de mettre au point le chapitre Asie-Pacifique de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale. L'ISP occupe à l'heure actuelle la fonction de coordinateur de l'Alliance mondiale pour la région Asie-Pacifique.
- Nous avons braqué les projecteurs sur la justice fiscale lors de la Journée mondiale des services publics, ainsi que lors de la

conférence LabourStart, qui s'est tenue à Berlin.

EMPECHER L'UTILISATION DES FONDS DE PENSION DES TRAVAILLEURS/EUSES POUR SOUTENIR LA PRIVATISATION

L'ISP s'inquiète fortement des propositions du G20 et de l'OCDE d'utiliser les fonds de pension des travailleurs/euses et autres investisseurs institutionnels pour financer la privatisation des infrastructures publiques. Le projet du G20/OCDE prévoit non seulement la construction de routes, de voies ferroviaires et de ports, qui permettraient de faciliter les exportations de matières premières et de produits de première nécessité en provenance d'Afrique et d'Amérique latine vers les économies industrialisées, mais s'étend également aux services publics fondamentaux relatifs à l'eau, l'énergie, les services sociaux et de santé et l'éducation. L'ISP poursuit son travail avec le Comité sur le capital des travailleurs (CWC) de la CSI afin d'intensifier ses activités de sensibilisation et de développer des perspectives communes sur cette question. L'ISP a également partagé

cette analyse avec le Conseil des Syndicats mondiaux. En novembre dernier, l'ISP a répondu à un appel mondial à l'action pour des pratiques fiscales responsables en matière de fonds de pension.

Nous poursuivons notre travail sur cette question afin de veiller à ce que les fonds de pension n'impliquent pas de risques inacceptables et ne viennent pas soutenir la privatisation des services publics.



L'ISP s'est imposée en tant que chef de file mondial dans le combat en faveur de la justice pour les travailleurs/euses de la santé luttant contre Ebola

INFLUENCE SUR LA POLITIQUE MONDIALE

Tout au long de l'année 2014, l'ISP et ses partenaires ont pu constater l'influence croissante exercée par les institutions mondiales sur l'élaboration des règles et des normes que les gouvernements nationaux sont encouragés, voire contraints, à respecter. L'ISP compte parmi les rares organisations internationales à défendre sans relâche et continuellement l'intérêt public et le secteur public. Sans l'intervention de l'ISP, le point de vue particulier de la majorité des travailleurs/euses des services publics ne pourrait être entendu dans le cadre de ces processus. Qu'il s'agisse de lutter contre les politiques néfastes adoptées par les institutions financières internationales, de défendre le droit de grève, ou encore d'exploiter le potentiel prometteur de la mise en place d'un système universel de soins de santé publics, l'influence sur la politique mondiale réside au cœur des priorités de l'ISP depuis le Congrès de Durban en 2012. Les exemples mentionnés ci-après viennent s'ajouter au travail accompli dans bien d'autres domaines, tels que la défense des accords commerciaux équitables, de la justice fiscale et des droits syndicaux.

INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

Tout au long de l'année 2014, le bureau de l'ISP à Washington a mené d'intenses consultations, en collaboration avec le bureau de la CSI à Washington, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. L'ISP a également poursuivi son dialogue avec la Banque

asiatique de développement, avec l'aide de ses affiliés de la région Asie-Pacifique.

- L'ISP et la Confédération syndicale internationale (CSI) ont participé à des consultations organisées par la Banque mondiale, afin de réexaminer les politiques de sauvegarde environnementale et sociale. L'ISP a salué l'initiative de la Banque mondiale, visant à évaluer les politiques actuelles et à revoir ces mesures de sauvegarde environnementale et sociale, qui revêtent un caractère essentiel.
- En collaboration avec la CSI et la CSA, l'ISP a encouragé la Banque interaméricaine de développement (BID) à adopter le concept de dialogue entre la banque et les travailleurs/euses et à reconnaître l'importance de mettre en place des mesures de sauvegarde qui prennent en compte la main-d'œuvre. En 2014, l'ISP et la CSI ont travaillé de concert afin d'organiser un certain nombre de consultations avec le personnel et les directeurs nationaux du Brésil et des États-Unis, ainsi qu'avec le Vice-Président pour les pays.
- Lors de la réunion annuelle des gouverneurs de la Banque asiatique de développement (BAD), qui s'est tenue au mois de mai, l'ISP a présenté à la BAD des preuves étayées par diverses recherches et études sur les limites et les échecs des PPP. Les délégué(e)s syndicaux/ales ont rencontré le Président de la BAD, Takehiko Nakao, et ont fermement défendu l'importance des services publics de qualité dans la lutte contre la pauvreté dans la région.
- En Inde, une délégation de FSI dirigée par l'ISP a présenté un rapport conjoint à la BAD à New Delhi, dénonçant le non-respect des normes fondamentales du travail dans les projets financés par la BAD. Cette délégation a plaidé en faveur d'une révision du mémorandum d'entente entre la BAD et l'OIT, dans le but de traduire la stratégie sur la protection sociale en une politique, de garantir le respect des normes de santé et de sécurité au travail et de créer des emplois décents.
- Au mois de novembre, les syndicats du secteur de l'électricité en Indonésie ont rencontré le Directeur national de la mission résidente de la BAD en Indonésie et ont souligné l'importance des normes fondamentales du travail dans le projet mené par la BAD dans ce pays.
- Les affiliés de l'ISP aux Philippines et la coalition syndicale NAGKAISA se sont mobilisés à l'occasion de la conférence de la Banque mondiale sur la révision des politiques de sauvegarde, et ont plaidé en faveur d'une plus grande transparence et d'une participation effective des syndicats.
- En décembre 2014, l'ISP a été représentée par l'ASETUC (Conseil syndical des employés des services de l'ASEAN) à l'occasion de la conférence de l'ASEAN sur l'intégration économique, intitulée « Gérer la transition vers une intégration économique au sein de l'ASEAN », qui s'est tenue à Manille, aux Philippines.

OCDE, G20

L'ISP a participé à des réunions majeures de l'OCDE et du G20, afin de veiller à ce que les voix des travailleurs/euses du secteur public soient entendues :

- L'ISP a assisté au forum des dirigeants du G20 à Brisbane, en Australie, en vue de promouvoir notre programme en faveur de la justice fiscale. Elle a travaillé en collaboration avec des affiliés locaux, tels que l'Association d'infirmières et de sages-femmes de Nouvelle Galles du Sud (New South Wales Nurses and Midwives Association, NSWNMA) afin de promouvoir la taxe sur les transactions financières, et bénéficié d'une vaste couverture médiatique au regard de notre lutte contre l'évasion fiscale des multinationales.
- Préalablement à la réunion du G20, l'ISP a organisé une réunion ouverte à ses affiliés, à laquelle a participé Abdrafu Alani Adeniji, Président de l'Association nationale nigérienne des infirmières et sages-femmes (Nigerian Nurse and Midwives, NANNM). Il a ainsi mis en lumière les problèmes qui ont contribué à la crise Ebola, tels que le manque de financement adéquat des soins de santé publics, les lacunes en matière de formation des travailleurs/euses, la piètre qualité des équipements de protection, ou encore les droits syndicaux. Cet événement a bénéficié d'une vaste couverture médiatique.
- L'ISP a participé au forum des présidents du G20 sur la réforme fiscale mondiale et a effectué une présentation à l'occasion du forum de la Commission syndicale consultative (TUAC) et de la FES sur les inégalités fiscales à l'échelle mondiale.
- L'ISP a constitué un réseau mondial d'affiliés chargé d'analyser les aspects néfastes de la hausse des obligations d'impact social et leurs répercussions sur l'investissement. Implicitement, ces mécanismes dévalorisent l'offre publique de services sociaux et pourraient constituer un moyen insidieux de privatiser des services sociaux essentiels.
- Dans le cadre de la campagne contre le pouvoir excessif des entreprises, l'ISP a contribué à l'organisation de différentes activités, telles que le forum de la FES sur la limitation du



Abdrafu Alani Adeniji, Président de l'Association nationale nigérienne des infirmières et sages-femmes (National Association of Nigeria Nurses and Midwives, NANNM), Brett Holmes, Secrétaire général de l'Association d'infirmières/ères et de sages-femmes de Nouvelle-Galles du Sud (NSW Nurses and Midwives' Association, NSWNMA), Australie, et Deborah Burger, Co-présidente de l'Union nationale des infirmières/ères (National Nurses United), États-Unis, à l'occasion du forum sur la justice sociale et les soins de santé organisé à Brisbane, en Australie, en amont du G20. Juste avant le G20, A. A. Adeniji a organisé des réunions avec des syndicats d'infirmières/ères australiens, afin de mettre en lumière les conséquences d'un financement insuffisant des soins de santé publics dans une Afrique de l'Ouest ravagée par le virus Ebola

pouvoir des multinationales, qui s'est tenu au Brésil.

- L'ISP a également soutenu la campagne visant à encourager le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à créer un instrument international juridiquement contraignant en vue de réglementer les activités des entreprises transnationales et autres sociétés, dans le cadre de la législation internationale sur les droits humains.

OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Lors de la conférence Rio+20, les États membres ont décidé d'engager un processus afin de fixer une série d'Objectifs de développement durable (ODD), en s'appuyant sur les Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU et en phase avec le programme de développement pour l'après-2015.



Sensibilisation aux problèmes liés à la migration préalablement à la 7e édition du Forum Mondial sur la Migration et le Développement, organisé à Stockholm



L'ISP a signé un accord mondial avec la société d'énergie italienne ENEL et créé un réseau de syndicats pour les filiales de la multinationale en Amérique latine. L'ISP continue de soutenir les affiliés qui représentent les employés des entreprises multinationales offrant des services publics

Ces objectifs se concentreront sur le développement durable. Ils seront cohérents par rapport au programme de développement de l'ONU pour l'après-2015 auquel ils seront intégrés. Si les ODD seront présentés à l'Assemblée générale en septembre 2015, la question des indicateurs sera quant à elle débattue jusqu'en 2016. L'ISP s'oppose au modèle de développement actuel reposant sur le fondamentalisme du marché, qui n'est pas parvenu à garantir une croissance durable et le progrès social. En 2014, l'ISP :

- a travaillé en collaboration avec l'IE, la CSI, des partenaires de la société civile, l'OIT et d'autres organisations, afin d'influencer les négociations intergouvernementales relatives aux ODD et au programme de développement pour l'après-2015 ;
- a participé, avec l'IE et la CSI, à des discussions réservées à la société civile dans le cadre du Groupe de travail ouvert en 2014 ;
- a contribué à la formulation, avec les syndicats, de commentaires communs sur des documents de l'ONU en cours d'élaboration. L'ISP a également entrepris des activités de plaidoyer auprès des gouvernements et groupes régionaux et a formé des coalitions avec d'autres organisations de la société civile ;

- s'est concentrée sur la promotion du droit humain à l'eau, de l'accès à l'eau et à l'assainissement, de l'accès universel aux soins de santé publics, de l'éducation, de la justice fiscale, du travail décent et d'un socle de protection sociale. L'ISP s'est par ailleurs opposée à l'idée selon laquelle les PPP constituent des options de politique viables pour le financement du développement et des partenariats mondiaux.

MIGRATION

La migration de main-d'œuvre est restée une priorité clé pour l'ISP. Aux yeux de l'ISP et des autres syndicats internationaux et partenaires de la société civile, la migration doit se dérouler dans le respect des droits humains et des normes fondamentales du travail. L'Organisation internationale du Travail estime qu'à l'heure actuelle, 90 % des quelque 232 millions de migrant(e)s internationaux/ales sont des travailleurs/euses migrant(e)s.

- Lors de l'audition publique qui s'est tenue lors de la 20e session du Comité des Nations Unies pour les travailleurs migrants (organe conventionnel) au mois d'avril, l'ISP a plaidé en faveur d'une gouvernance mondiale de la migration qui soit attentive à la dimension de genre, axée sur les droits

et qui contribue à la promotion de services publics de qualité pour tous.

- Au mois de mai, lors du 7e Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), la Secrétaire générale de l'ISP, Rosa Pavanelli, est intervenue au nom du Conseil des syndicats mondiaux et a souligné l'importance capitale des droits humains et d'un développement durable en faveur des populations dans le cadre de la mise en place de partenariats visant à promouvoir un travail décent et une protection sociale pour les travailleurs/euses migrant(e)s.
- Lors de la 103e session de la Conférence internationale du Travail, la Secrétaire générale de l'ISP a appelé l'OIT à s'ériger en chef de file dans le cadre des problématiques liées à la migration de main-d'œuvre et a salué le programme de l'OIT pour une migration équitable. Ce programme aborde les questions suivantes : la promotion d'un travail décent pour les travailleurs/euses migrant(e)s ; le renforcement du tripartisme et des capacités en matière de migration dans les processus multilatéraux et régionaux ; la mise en place d'un recrutement équitable ; la défense de conventions de travail fondées sur les droits ; le renforcement des mécanismes de recours ; et la promotion du cadre normatif multilatéral, grâce à la ratification et à la mise en œuvre des Conventions no 97 et no 143 de l'OIT sur les travailleurs migrants, ainsi que de la Convention de l'ONU sur les travailleurs migrants. Ce programme figurera parmi les priorités de l'OIT et des Syndicats mondiaux pour les prochaines années.
- Parallèlement à son travail de plaidoyer, l'ISP a entrepris des activités dans le domaine de la migration, notamment dans le cadre de son projet en faveur du travail décent et de la protection sociale pour les travailleurs/euses migrant(e)s dans les services publics. Ce projet mondial vise à renforcer le rôle des syndicats dans la promotion du travail décent et de la protection sociale pour les travailleurs/euses migrant(e)s. Il a été mis en œuvre dans différents pays pilotes en Asie (Philippines et Sri Lanka) et en Afrique (Afrique du Sud, Ghana, Nigéria et Sierra Leone). En raison de l'épidémie de la maladie à virus Ebola (EVD) en début d'année, les pays pilotes d'Afrique de l'Ouest n'ont pas pu participer au projet. Toutefois, grâce à

FNV Mondiaal et à Abvakabo FNV, ces pays ont pu bénéficier d'une aide pour mener à bien les interventions liées à l'EVD.

- Au mois de mai, l'ISP-APRO et les syndicats affiliés à l'ISP ont participé à une formation sur la migration organisée en Inde, dans le cadre du projet de l'OIT pour la promotion d'un travail décent par-delà les frontières. Ils ont ainsi pu partager les initiatives de sensibilisation mises en place par l'ISP et renforcer leurs compétences en matière de plaider en faveur de réformes politiques.

SOCLE DE PROTECTION SOCIALE

L'ISP a plaidé en faveur de la protection sociale devant le Comité de coopération inter-agences sur la protection sociale (SPIAC-B), dirigé conjointement par l'OIT et la Banque mondiale. Elle a ainsi défendu :

- la mise en œuvre de la Recommandation 202 de l'OIT (2012) sur les socles nationaux de protection sociale ;
- l'initiative pour un socle de protection sociale du Conseil des chefs de secrétariat (2009), visant à lutter contre les répercussions néfastes des crises économiques et financières et les effets de l'austérité ; et
- les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) qui promeuvent la protection sociale pour tous, la réalisation de l'égalité des genres pour les femmes et une plus grande égalité au sein des pays comme entre ces derniers.

ENTREPRISES MULTINATIONALES

L'ISP a collaboré avec d'autres Syndicats mondiaux en vue de mettre au point des accords-cadres en partenariat avec les entreprises multinationales pour protéger les droits des travailleurs/euses.

- L'ISP et IndustriALL ont signé un accord-cadre mondial avec la société d'énergie italienne ENEL et ont établi un réseau de syndicats pour les filiales d'ENEL en Amérique latine. Lors d'une réunion du réseau au Brésil, les participant(e)s ont identifié les problèmes les plus urgents au sein d'ENEL en Amérique latine, à savoir le

travail précaire, l'externalisation et la sous-traitance de main-d'œuvre.

- L'ISP, IndustriALL et BWI ont signé un nouvel accord mondial sur la sécurité et la santé au travail avec le PDG de la société d'énergie française GDF SUEZ, à l'occasion d'une conférence syndicale au Chili.

EBOLA

Dès les mois de mars et d'avril 2014, les syndicats d'Afrique de l'Ouest affiliés à l'ISP se sont retrouvés en première ligne de la pire épidémie de maladie à virus Ebola (EVD) jamais connue. Fin 2014, on recensait près de 8 000 décès dus à l'EVD. L'épidémie a plongé des sociétés tout entières dans une véritable catastrophe économique et sociale, à la suite de la fermeture des écoles, des hôpitaux, des transports et autres services publics essentiels.

En 2014, plus de 300 travailleurs/euses du secteur de la santé, en ce compris des technicien(nes), des infirmiers/ières, des médecins, des travailleurs/euses chargé(e)s des obsèques et autres aides-soignant(e)s, ont perdu la vie après avoir contracté l'EVD alors qu'ils/elles soignaient des patient(e)s atteint(e)s du virus.

Pour l'ISP et nos affiliés, la réponse à la crise de l'EVD a révélé les véritables causes de cette crise : des systèmes de santé publics dysfonctionnels, sous-financés et dénués de ressources adéquates, dans lesquels les travailleurs/euses manquent d'un réel pouvoir de négociation pour garantir des conditions de travail décentes et sûres.

- En avril, l'ISP a soutenu les syndicats du secteur de la santé au Libéria, qui ont exprimé leurs inquiétudes lors du sommet des ministres de la Santé d'Afrique de l'Ouest à Monrovia, en raison du décès de certains membres des suites de l'EVD.
- Lors de la journée de l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) en juillet, les membres de l'ISP ont mis en lumière – par le biais du réseau des syndicats de la santé de l'Afrique de l'Ouest (WAHSUN) – le manque de préparation à l'épidémie d'Ebola en tant que problématique fondamentale pour la région.
- En septembre, le syndicat des travailleurs médicaux et de santé du Nigéria (Medical and Health Workers' Union of Nigeria), un affilié de l'ISP, a organisé une formation sur l'Ebola

destinée aux travailleurs/euses de la santé.

- En octobre, l'ISP a publié une stratégie d'intervention en tant que réponse syndicale à l'épidémie. Cette stratégie était axée sur l'amélioration des conditions de travail et sur la promotion de la réforme des systèmes de santé publics.
- En novembre, l'ISP a organisé la première conférence syndicale régionale du secteur de la santé, sur le thème de l'EVD, qui a souligné un manque de préparation flagrant en cas d'épidémie d'Ebola dans d'autres régions.
- Tout au long de l'année 2014, l'ISP a insisté auprès des institutions régionales (telles que l'OOAS), des organisations mondiales (OMS, OIT, Banque mondiale) et des organisations bilatérales, telles que le Département pour le développement international (Department for International Development, DfID), sur la nécessité de consulter les syndicats et de financer des systèmes de santé publics de qualité et efficaces.

Dans les pays où les syndicats ont été respectés et considérés comme de véritables partenaires dans la gestion de l'épidémie, une réponse rapide et appropriée s'est révélée possible : au Nigéria, la maladie a été circonscrite grâce à un système de santé public solide et à la participation des syndicats du secteur de la santé.

À la suite des généreuses contributions des affiliés du monde entier au Fonds d'aide de l'ISP pour l'Ebola et à la réorientation des projets en Afrique de l'Ouest, l'ISP prévoit de recruter un(e) coordinateur/trice régional(e) qui sera basé(e) à Accra, au Ghana. Il/elle travaillera directement avec les affiliés dans le cadre de la mobilisation et de la promotion de l'amélioration des conditions de travail des travailleurs/euses de la santé, ainsi que de la réforme des systèmes de santé publics. Par ailleurs, l'ISP poursuivra ses activités de plaider auprès des institutions régionales et mondiales sur les principaux problèmes syndicaux et en matière de santé publique mis en lumière par l'épidémie d'EVD : en l'absence de systèmes de santé publics solides, accessibles, gratuits et universels, les menaces ne cesseront de planer sur nos sociétés.



Dora Regina Ruano (SNTSG), Rosa Pavanelli et Luis Lara (SNTSG) lors de la conférence de presse à Guatemala City en mars 2014, après avoir rencontré le Président Otto Perez Molina

DROITS SINDICAUX

La protection des droits syndicaux et des travailleurs/euses compte parmi les principales activités de l'ISP. Les droits des travailleurs/euses du secteur public sont sérieusement mis à mal par les programmes d'austérité et de privatisation, mais également par les réformes actuelles du marché du travail qui diminuent les normes et affaiblissent les mécanismes de protection. Les droits syndicaux des travailleurs/euses du secteur public ne cessent d'être bafoués, au moyen d'interdictions totales, de révocations, de restrictions, de limitations ou encore par des actes de violence et d'intimidation à l'encontre des militant(e)s syndicaux/ales des services publics. De nombreux pays ont adopté une législation – ou ont entamé des discussions – en vue de limiter ou d'interdire les grèves relatives aux « services essentiels », voire parfois pour l'ensemble des travailleurs/euses du secteur public. La criminalisation des conflits sociaux et la violence à l'égard des manifestant(e)s est une réalité aux quatre coins du monde. Ces attaques perpétrées à l'encontre du droit à la liberté syndicale, à l'échelle nationale, sont exacerbées par une attaque internationale à l'encontre du droit de grève.

- L'ISP a dénoncé des actes de violation des droits syndicaux dans le monde entier, notamment en

Algérie, au Botswana, au Chili, en Colombie, en Corée du Sud, en Croatie, en Équateur, en Égypte, aux Fidji, en Géorgie, en Grèce, au Guatemala, au Honduras, en Jordanie, au Liban, au Paraguay, au Pérou, au Portugal, au Swaziland, en Turquie, ou encore en Tunisie.

- L'ISP poursuit ses activités visant à renforcer la coopération à l'échelle régionale et mondiale avec d'autres fédérations syndicales internationales, la Confédération Syndicale Internationale et les principales ONG actives dans le domaine des droits humains, notamment Human Rights Watch, Amnesty International et Solidar, en se concentrant sur les pays prioritaires (Algérie, Turquie, Guatemala et Corée du Sud).
- Au Guatemala, des progrès légers mais indéniables ont été réalisés au regard de la reconnaissance des syndicats des services publics, de l'unité syndicale et de la création de structures de dialogue. L'ISP est retournée dans le pays au mois de mars et a rencontré le président et des responsables gouvernementaux de haut niveau. L'ISP a participé à un événement sur l'impunité au Guatemala, organisé par Amnesty International à Londres. Le cas du Guatemala a en outre figuré à l'ordre du jour de la Conférence

internationale du Travail (CIT), qui s'est tenue à Genève. En dépit des progrès réalisés, l'engagement des structures gouvernementales demeure faible et de graves violations des droits syndicaux, humains et des travailleurs/euses persistent. Depuis le mois de novembre, l'ISP a engagé un Coordinateur national afin de diriger la Campagne de solidarité au Guatemala.

- L'ISP souhaite également que l'OIT et la CIDH/OEA (Commission interaméricaine des droits de l'homme) condamnent l'Équateur pour ses lois antisyndicalistes et les actes de persécution des militant(e)s syndicaux/ales.
- En Algérie, on observe des violations incessantes des droits des travailleurs/euses, associées à une répression des droits civils qui semble endémique au régime actuel. L'ISP, l'UITA, la CSI, le SISA, le Solidarity Center d'AFL-CIO et le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme ont mis en place une plate-forme de coopération internationale en soutien à l'affilié de l'ISP, le SNAPAP, aux syndicats indépendants d'Algérie, ainsi qu'à la CGATA, la confédération récemment créée. Pour la toute première fois, la CIT a abordé la question des violations des droits syndicaux en

Algérie. En décembre dernier, après des mois de campagne conjointe, le Président du SNAPAP, M. Rachid Malaoui, est parvenu à contester son renvoi illégal, et a pu retrouver ses fonctions.

- En Turquie, les projets de la CSI et de l'ISP en matière de renforcement syndical ont contribué à la lutte contre la précarité de l'emploi, mais également à la campagne visant à modifier le code du travail. L'ISP a organisé plusieurs missions en soutien aux dirigeant(e)s syndicaux/ales emprisonné(e)s, qui étaient détenu(e)s illégalement sans chef d'accusation. De nombreux membres de nos affiliés ont ainsi pu être libéré(e)s. Cependant, le niveau de répression et de violence ne cesse de grimper dans le pays.
- En Corée du Sud, les syndicats du secteur public font toujours l'objet d'attaques de toutes parts par le biais de privatisations, de contrats de travail précaire, de radiations de syndicats, d'arrestations illégales et d'actions antigénéralistes. L'ISP s'est rendue en Corée du Sud afin de mener une grande variété d'actions en adressant notamment des messages de soutien et de

solidarité. L'ISP a coordonné des rencontres avec les ambassades sud-coréennes du monde entier et a organisé des actions en lien avec les visites du président sud-coréen en Europe. Si le cas de la Corée du Sud a été débattu lors de la CIT, le gouvernement a cependant continué de faire fi des recommandations de l'OIT. L'ISP a tenté d'accroître la coopération avec l'ITF, l'IE, la CSI et le TUAC.

- La PSI poursuit sa campagne visant à garantir les droits syndicaux et les droits des travailleurs/euses, et ce, pour l'ensemble des travailleurs/euses du secteur public. Ceci comprend notamment l'application totale des Conventions 151 et 154 de l'OIT. L'ISP a participé au Forum de dialogue mondial de l'OIT sur la négociation collective dans le secteur public, dont les conclusions ont été présentées devant le Conseil d'administration de l'OIT, et seront reflétées dans le programme de travail de l'OIT pour 2016-2017.
- Les dirigeant(e)s syndicaux/ales du monde entier se sont réuni(e)s pour la deuxième édition de la Route de la Honte, qui s'est déroulée le 4 juin à Genève, tandis que des événements

parallèles ont été organisés en Argentine, au Bangladesh, au Chili, en Corée du Sud, en Espagne, au Guatemala, en Indonésie, au Japon, au Paraguay, au Panama et au Pérou. Ces événements ont coïncidé avec la CIT, organisée chaque année à Genève et abordaient tout particulièrement le droit de grève.

- L'ISP a assisté à la réunion régionale de l'OIT organisée à Lima, dans l'objectif de collaborer avec les gouvernements, d'assurer un suivi de la réunion régionale de 2013 sur la négociation collective dans le secteur public, de dénoncer les violations des droits syndicaux dans la région, et de faire pression en faveur d'une nouvelle norme de l'OIT relative à la violence sur le lieu de travail.
- À Séoul, l'ISP a organisé le Forum Asie-Pacifique sur les droits syndicaux, qui a permis d'identifier les actions prioritaires devant être entreprises dans la région en 2015, dans le domaine des droits syndicaux.



Départ de la « Route de la Honte » à partir de la Place des Nations (Genève)



Réunion fondatrice du Réseau des personnels auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture de l'ISP

SINDICALISATION ET CROISSANCE

En 2014, de nouveaux syndicats se sont affiliés à l'ISP, ce qui représente environ 210 000 membres supplémentaires. Les affiliés actuels ont également connu une augmentation de leurs effectifs, de l'ordre de 190 000 nouveaux membres. Cette hausse témoigne de l'intérêt croissant pour les activités menées par l'ISP en vue de relever certains défis majeurs auxquels sont confronté(e)s les travailleurs/euses du monde entier. Elle montre également l'importance de la mission entreprise par l'ISP, à savoir de continuer à agir en tant que porte-parole des travailleurs/euses dans les allées du pouvoir et de répondre aux graves problèmes qui se posent à l'heure actuelle.

Tout au long de l'année, les réunions régionales de planification de l'ISP ont permis de fixer des objectifs de croissance, notamment dans les secteurs et pays prioritaires. Les services sociaux et de santé constituent le principal secteur de croissance dans toutes les régions. L'ISP a mené une étude sur les services sociaux et de santé et a parrainé une autre étude visant à identifier les principales opportunités de croissance dans ce secteur. Les résultats révèlent une augmentation du nombre d'opérateurs de soins de santé privés, ce qui représente une opportunité de croissance considérable. L'ISP a travaillé de concert avec ses syndicats affiliés en vue d'encourager le recrutement de ces travailleurs/

euses, sans pour autant soutenir le modèle privé et lucratif de fourniture de soins de santé. La migration des travailleurs/euses de la santé demeure un problème majeur pour l'ISP. C'est la raison pour laquelle nous développons des outils de syndicalisation destinés aux travailleurs/euses migrant(e)s, afin de veiller à ce qu'ils/elles puissent bénéficier du soutien et de l'affiliation à un syndicat, et ce, indépendamment du pays dans lequel ils/elles travaillent.

Les gouvernements locaux et régionaux représentent un autre secteur de croissance majeur pour l'ISP. L'urbanisation ne cessant de s'intensifier, les nouveaux/elles citoyen(ne)s ont besoin de services. Le changement climatique entraînera inévitablement davantage de catastrophes dans les milieux urbains, ce qui forcera les gouvernements à mieux se préparer, notamment en offrant une meilleure formation et de meilleurs équipements au personnel. L'attention portée par l'ISP sur le personnel d'intervention d'urgence et de secours aidera les pompiers et autres premiers intervenants dans leur lutte en faveur de leurs droits des travailleurs/euses.

Cette approche sectorielle constitue l'une des clés de la croissance, et ce, qu'il s'agisse d'attirer de nouveaux syndicats ou d'aider les affiliés actuels à se développer. L'ISP entend accroître la visibilité de son travail sectoriel, notamment grâce à nos réseaux

régionaux. Le personnel en charge des projets et du développement syndical continuera de nous soutenir dans cette tâche. Par ailleurs, nous collaborerons plus étroitement avec l'équipe de communication, que nous continuons de développer dans les régions et au siège.

ACTIVER ET RENFORCER LES RESEAUX SECTORIELS

Tout au long de l'année 2014, l'ISP a continué de travailler en collaboration avec ses affiliés de tous les secteurs, et notamment ceux touchés par la privatisation.

Eau et assainissement

Le secteur de l'eau et de l'assainissement a connu de nombreux cas de remunicipalisation. Plusieurs villes ont ramené sous gestion publique des services de distribution d'eau privatisés, notamment au Maroc (Rabat et Tanger) et en Malaisie (Selangor). Les remunicipalisations découlent essentiellement du travail accompli durant de nombreuses années par tous les acteurs du mouvement en faveur de la justice de l'eau.

Les partenariats public-public (PPP) ont également progressé en 2014, et sont de plus en plus reconnus comme un bon moyen d'améliorer les services d'eau et d'assainissement.

Le mouvement mondial pour la justice de l'eau a organisé une réunion stratégique, lors de laquelle l'ISP était représentée par des délégué(e)s issu(e)s de toutes les régions. Dans un certain nombre de pays, les syndicalistes appellent à des changements constitutionnels, en mettant l'accent sur le droit humain à l'eau. Dans d'autres pays, l'attention est davantage portée sur la mise en œuvre de ce droit.

Dans la région Interamériques, les affiliés de l'ISP ont organisé le congrès fondateur de la nouvelle Confédération syndicale pour l'eau et l'assainissement des Amériques (CONTAGUA).

Énergie

Le secteur de l'énergie ne cesse d'être accablé par des initiatives de privatisation – même lorsque ces dernières s'avèrent aussi infructueuses que dans le secteur de l'eau. L'ISP est venue en aide à des syndicats du Nigéria, du Ghana, de Corée, du Paraguay et d'Inde.

Des représentant(e)s syndicaux/ales du secteur de l'énergie provenant du Ghana, du Kenya, du Nigéria, du Rwanda et d'Ouganda, se sont réunis à Kigali, au Rwanda, en mars dernier, à l'occasion d'un atelier organisé par le réseau de syndicats africains de l'ISP œuvrant dans le secteur de l'énergie.

En Jordanie, des travailleurs/euses du secteur de l'électricité sont parvenus à un accord avec leur direction, au terme de trois semaines de grève. Cet accord prévoit une augmentation salariale, une prime de risque, une participation aux frais de transport, ainsi que des contributions collectives à un fonds de solidarité qui sera versé aux travailleurs/euses au moment de leur retraite.

En janvier, la Fédération syndicale de l'électricité et du gaz de l'UGTT en Tunisie a organisé des réunions avec le ministère et l'Assemblée nationale constituante, et est parvenue à mettre un terme aux projets de privatisation du gouvernement.

À l'occasion d'une discussion stratégique sur la promotion de la propriété sociale de l'énergie organisée par les syndicats pour la démocratie énergétique (TUED) en septembre dernier, au Cornell

University's Worker Institute de New York, la Secrétaire générale de l'ISP, Rosa Pavanelli, et l'auteur et militante Naomi Klein ont abordé la question du changement climatique, de la démocratie énergétique et du rôle des syndicats. La délégation TUED a ensuite rejoint la Marche pour le Climat, lors de laquelle plus de 400 000 personnes ont manifesté dans les rues de New York.

Santé et services sociaux

La majeure partie du travail accompli par l'ISP en 2014 dans le domaine de la santé était principalement axée sur l'épidémie de la maladie à virus Ebola (EVD) en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. L'ISP a soutenu et collaboré avec ses affiliés au sein du réseau des syndicats de la santé de l'Afrique de l'Ouest (WAHSUN). L'ISP :

- a plaidé en faveur d'une intervention et de la protection des travailleurs/euses ;
- a attiré l'attention sur les nombreux décès de travailleurs/euses du secteur de la santé ;
- a créé un fonds d'aide en vue d'assurer une protection sociale aux familles des travailleurs/euses de la santé qui ont perdu la vie en sauvant celles d'autres personnes lors de l'épidémie ;
- a recueilli les noms des personnes décédées et leur a rendu hommage ;
- a réuni les affiliés du secteur de la santé et a mis en lumière les besoins des professionnel(le)s de la santé ; et
- a mis au point une stratégie syndicale visant à répondre aux problèmes à court et long termes, en particulier la nécessité de reconstruire et de développer les systèmes de santé, notamment par l'augmentation du financement, du recrutement, du développement et de la rétention des travailleurs/euses de la santé.

En novembre, au Ghana, les affiliés de l'ISP ont partagé et adopté cette stratégie lors d'une réunion régionale rassemblant les affiliés de l'ISP œuvrant dans le secteur de la santé, et organisée autour du thème Seul(e)s des travailleurs/euses en sécurité peuvent sauver des vies. L'ISP a également collaboré avec l'OMS et

l'OIT afin de renforcer la perspective des travailleurs/euses de la santé dans le cadre des interventions multilatérales et des actions à plus long terme.

Par ailleurs :

- L'ISP a participé à un groupe d'élaboration des lignes directrices chargé de rédiger les recommandations de la politique de sécurité des injections de l'OMS, visant à prévenir les risques de piqûres d'aiguille pour les travailleurs/euses de la santé et la réutilisation d'aiguilles pouvant s'avérer dangereuse pour les patient(e)s.
- L'ISP a plaidé en faveur de l'inclusion des services publics de soins de santé et des services sociaux dans le processus d'élaboration du programme mondial de développement pour l'après-2015 lors des consultations du Groupe de travail ouvert de l'ONU visant à développer le cadre des Objectifs du développement durable, face à la Commission sociale du Conseil économique et social de l'ONU et au Conseil des droits de l'homme. À cette occasion, l'ISP a souligné la précieuse contribution des travailleurs/euses des services sociaux.
- L'ISP a réalisé une étude afin d'identifier les affiliés œuvrant dans le secteur de la santé et des services sociaux et de recueillir des informations concernant les tendances en matière de privatisation, le degré d'intégration des services sociaux par rapport aux services de santé, ainsi que le potentiel de croissance pour les syndicats de ce secteur. Cette initiative visait également à mettre au point des stratégies de syndicalisation.

Municipalités

Les syndicats du secteur municipal ont continué de renforcer leurs réseaux, particulièrement en Amérique latine, où le réseau s'est principalement impliqué dans la lutte contre les nouvelles attaques néolibérales à l'encontre des services publics et des droits des travailleurs/euses, notamment la privatisation, les marchés du travail « flexibles » et la limitation du rôle de l'État. Les affiliés



Les pompiers norvégiens sont enfin autorisés à appartenir à un syndicat, mais ce n'est pas encore le cas dans tous les pays

ont également mené des actions dans les domaines des questions fiscales et commerciales, en reconnaissant le lien direct entre ces problématiques et la capacité des municipalités à fournir des services.

L'ISP continue d'aider les syndicats du secteur municipal dans un certain nombre de pays africains confrontés à des réformes de l'État et à des problèmes de décentralisation, en particulier au Kenya, en Tanzanie, au Ghana et en Côte d'Ivoire.

Un nouveau phénomène « d'internalisation » a servi de leçon aux gouvernements ayant recouru à l'externalisation en vue de diminuer les coûts et d'affaiblir le pouvoir des travailleurs/euses et de leurs syndicats. L'ISP s'est réjouie des indices révélant que les gouvernements locaux et régionaux se sont rendu compte que l'externalisation crée plus de problèmes qu'elle n'en résout et ont reconnu la valeur d'une main-d'œuvre bien formée et dévouée. Le nombre croissant de projets de remunicipalisation des services de distribution montre également que les gouvernements locaux et régionaux ont pris conscience que les coûts et problèmes liés aux PPP outrepassaient les bénéfices escomptés.

L'ISP continue de collaborer avec Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU) afin de promouvoir auprès de l'ONU des politiques permettant d'améliorer la fourniture de services publics de

qualité. Au nombre des principales questions soulevées figurent la finance, le climat, les catastrophes et l'urbanisation.

Administration publique

Les travailleurs/euses des administrations publiques membres de l'ISP ont créé des réseaux en Amérique latine et en Afrique.

Lors de la Réunion régionale tripartite américaine de l'OIT qui s'est tenue en octobre au Pérou, les affiliés de l'ISP ont plaidé en faveur de la ratification et de la mise en œuvre des Conventions 151 et 154 de l'OIT, ainsi que du respect des droits syndicaux fondamentaux, qui se trouvent menacés au sein des administrations publiques d'un certain nombre de pays. Le réseau latino-américain des syndicats des travailleurs des administrations centrales (Latin American Network of Central Government Workers' Unions) a adopté un projet de trois ans pour 13 pays d'Amérique latine, financé par IMPACT, un affilié de l'ISP. Ce projet stimule la coopération régionale au regard des droits syndicaux fondamentaux, du travail décent, de la lutte contre la corruption et de la gratuité du commerce mondial des services.

Le réseau africain des syndicats des services publics et de la fonction publique (African Public and Civil Services Unions Network) s'est réuni

au mois de mai, au Kenya. À cette occasion, les participant(e)s ont décidé de mettre au point un questionnaire sur les conditions politiques, salariales et de travail, les droits des travailleurs/euses, les systèmes de sécurité sociale et les Conventions de l'OIT, destiné aux syndicats participants et qui permettra d'identifier les domaines de coopération et d'entraide.

Les membres des réseaux se soutiennent mutuellement afin de devenir de solides partenaires dans le cadre des réformes publiques, de l'élaboration des lois et des politiques gouvernementales. Ils veillent à garantir la transparence et la responsabilité des services publics. Ces deux réseaux ont décidé de placer la lutte contre la corruption au cœur de leurs activités.

Pompiers

Dans de nombreux pays, les pompiers n'ont pas le droit de former des syndicats, ni de négocier leurs conditions de travail. Danilo Zulani, détaché auprès de l'ISP dans le cadre de la mise en œuvre du programme relatif aux pompiers et aux premiers intervenants, a représenté l'ISP lors de divers événements :

- Une réunion du Conseil national des sapeurs-pompiers et travailleurs ambulanciers japonais (National Council of Japanese Firefighters and Ambulance Workers, ZENSYOKYO) au mois de juin, lors de laquelle l'ISP a partagé ses stratégies et ses tactiques de campagne afin de défendre les droits et les intérêts des pompiers.
- La réunion annuelle du réseau des pompiers de la FSESP à Glasgow, en octobre.
- Un outil d'enquête est actuellement en cours de développement. Il permettra de recueillir des informations sur les principaux problèmes auxquels sont confrontés les pompiers : santé et sécurité au travail, retraites, reclassement de postes, formation et temps de travail. Les résultats permettront d'orienter les stratégies de l'ISP.

Éducation, culture et médias

Les syndicats affiliés à l'ISP représentent des centaines de milliers

de travailleurs/euses auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture. Un grand nombre d'entre eux/elles travaillent sans bénéficier de la sécurité de l'emploi, de primes ou d'avantages justes, voire d'une reconnaissance de l'importance de leurs services pour garantir une éducation et une culture publiques de qualité pour l'ensemble des citoyen(ne)s. Leurs emplois figurent en première ligne des luttes contre la privatisation et la précarisation au sein du secteur, et nombre de travailleurs/euses doivent défendre leur droit fondamental à pouvoir former un syndicat et négocier de façon collective leurs conditions de service.

En novembre, conformément à la Résolution 33 adoptée lors du Congrès mondial de l'ISP de 2012, l'ISP a convoqué la réunion fondatrice du Réseau des personnels auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture (ESCW). Des délégué(e)s provenant de toutes les régions de l'ISP ont ainsi pu débattre des enjeux actuels auxquels sont confronté(e)s les hommes et femmes travaillant dans le secteur des services auxiliaires de l'éducation et de la culture. Ils/elles ont également analysé la façon dont ces travailleurs/euses sont organisé(e)s, ainsi que les stratégies mises au point. Les participant(e)s ont analysé les rapports sur les effets de la privatisation, l'accès à des services publics de qualité et les violations des droits syndicaux et des travailleurs/euses dans le secteur des services auxiliaires de l'éducation.

CAMPAGNES ET COMMUNICATIONS

En 2014, la stratégie de communication de l'ISP s'est concentrée sur une meilleure harmonisation entre le travail en matière de communication et les priorités et le programme de l'ISP. L'objectif consistait à accroître notre visibilité et notre influence afin d'améliorer l'image de l'ISP dans les médias, ainsi qu'à étendre et renforcer les contacts avec les affiliés actuels et futurs.

Intensifier la communication interne

- Tant au siège que dans les bureaux régionaux, l'ISP a continué de progresser en matière de communication interne, et ce,

grâce à la mise à jour du site Web de l'ISP et d'autres plateformes de communication, afin de présenter des informations plus détaillées sur les événements organisés à l'échelle régionale et mondiale.

Renouveler l'image de l'ISP

- Le personnel de l'ISP en charge de la communication a travaillé sur le renouvellement de l'image de l'ISP, afin de la rendre plus attrayante et accrocheuse pour les affiliés, le public et les médias. Ainsi, le site Web de l'ISP a été remanié afin de transmettre un message plus clair à un public plus large.
- L'équipe de communication a soumis à la direction et au personnel diverses propositions de nouveau logo pour l'ISP.
- Le personnel en charge de la communication a développé l'utilisation d'outils visuels, de vidéos et de photos de haute qualité, en se concentrant sur nos principes, nos valeurs et les travailleurs/euses des services publics, ainsi que sur la coopération avec les médias traditionnels.
- L'ISP a publié deux vidéos percutantes sur des travailleurs/euses de la santé d'Afrique de l'Ouest qui ont succombé au virus Ebola. Ces vidéos ont été partagées sur le site de l'édition en ligne de The Guardian.

Augmenter la visibilité médiatique

- Afin d'améliorer la visibilité et la réputation de l'ISP, le département de la communication a créé et mis à jour une liste ciblée de médias – en fonction des problématiques et des secteurs d'intérêt – pour développer un flux régulier d'informations et renforcer les relations et la coopération avec les journalistes.
- L'ISP a amélioré la coordination avec ses affiliés afin d'exploiter au maximum l'impact de la communication, grâce à une plus grande utilisation des médias sociaux et à l'établissement de relations avec des journalistes locaux.
- L'ISP a continué de publier des rapports, des études, des communiqués de presse, des déclarations, des conférences,

des vidéos et des bulletins d'information, en veillant à bien choisir le moment opportun en fonction du contexte, et par rapport aux principaux événements politiques et sociaux. L'ISP a apporté son soutien à la Marche pour le climat à Washington, ainsi qu'à la campagne sur l'épidémie d'Ebola.

- Le personnel en charge de la communication a mis l'accent sur une stratégie médiatique, en adoptant un langage, des outils et une approche d'interaction plus journalistiques. Cette méthode s'est révélée efficace lors de la publication de nouveaux rapports ou de la divulgation de documents secrets au sujet des négociations sur l'ACS. Les résultats dans les médias se sont avérés excellents, et ce, de l'Europe aux États-Unis, en passant par l'Amérique latine et le Pacifique.

Réorganiser le travail en matière de communication

- Afin de mettre en œuvre la stratégie de communication, le personnel en charge de la communication a été invité à partager ses idées et à émettre des propositions pour remanier le département de la communication de l'ISP. Les membres du personnel ont assumé de nouvelles responsabilités dans divers domaines et se sont spécialisé(e)s en fonction de leurs préférences et de leurs compétences.
- L'équipe de communication a adopté des schémas de travail plus flexibles, ce qui lui permet d'adapter la disponibilité du personnel en fonction des activités de l'ISP et des différents fuseaux horaires, et de répondre ainsi aux priorités de l'ISP en temps opportun.
- La nouvelle stratégie de communication a introduit de nouvelles approches au regard des contacts avec des fournisseurs de services externes, afin d'optimiser les ressources financières de l'ISP tout en garantissant le respect de normes de qualité supérieure.



Discours de Michelle Bachelet, Présidente du Chili, contre la violence liée au genre, à l'occasion de la conférence PSI-IMPACT

PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ET DE L'ÉQUITÉ

Dans la mesure où 70 % des membres de l'ISP sont des femmes, l'ISP peut être considérée comme l'un des pionniers de la lutte pour les droits des femmes à l'égalité, et ce, tant au sein de la société au sens large que des syndicats. En 2014, l'objectif premier de l'ISP visait essentiellement à améliorer la représentation et l'impact des syndicats au sein de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (UNCSW), l'influence des politiques mondiales en matière d'égalité des genres, ainsi que l'élaboration d'une norme internationale du travail relative à la violence fondée sur le genre. Le travail précaire, la violence à l'égard des femmes, l'équité salariale et l'accès des femmes aux postes de dirigeants constituent des thèmes prioritaires, de même que la négociation collective reposant sur une perspective de genre. D'ici au prochain Congrès organisé en 2017, l'ISP entend redoubler d'efforts dans le domaine de l'intégration des questions de genre, et ce, dans tous les secteurs de l'ISP. L'ISP a également élargi ses activités relatives aux jeunes travailleurs/euses, aux droits des travailleurs/euses LGBT, ou encore à la lutte contre toute forme de discrimination, notamment celle liée au racisme, à la xénophobie et au handicap.

- En outre, l'ISP a participé aux activités préparatoires qui se sont achevées en point d'orgue par les réunions officielles et parallèles de l'UNCSW, qui s'est tenue au mois de mars, à New York. Les commentaires de l'ISP se reflètent dans les documents finaux de cet événement. À la suite d'une réunion de haut niveau avec ONU-Femmes, un point focal a,

pour la toute première fois, été désigné pour les contacts avec les syndicats.

- L'ISP a également organisé un deuxième événement régional dédié aux femmes syndicalistes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MENA), qui a permis d'améliorer la communication et le réseautage dans cette région.
- En outre, une réunion régionale interaméricaine portant sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes sur le lieu de travail et dans le secteur public, qui s'est tenue à Santiago (Chili), a notamment permis aux affiliés de l'ISP de la région Interamériques de partager leurs expériences syndicales. Les participant(e)s ont élaboré une proposition de politique visant à lutter contre la violence sur le lieu de travail, qui devrait être présentée et adoptée en 2015, à l'occasion de l'IAMRECON.
- L'ISP a appelé ses affiliés à faire pression sur leurs gouvernements et sur les membres du Conseil d'administration de l'OIT en vue de la création d'une nouvelle Convention de l'OIT sur la lutte contre la violence sur le lieu de travail.
- En novembre dernier, aux côtés d'autres fédérations syndicales internationales et de la CSI, l'ISP a participé aux rencontres de suivi régional du Beijing+20 d'ONU-Femmes à Genève, Addis-Abeba et Santiago (Chili).
- L'ISP a poursuivi ses activités de campagne visant à mettre un terme à la violence à l'égard des femmes, en encourageant ses affiliés à participer aux 16 jours d'action contre la violence, ainsi qu'à la Campagne du ruban blanc, en publiant une déclaration et en diffusant de nouveaux supports de campagne.

Droits des travailleurs/euses LGBT

- L'ISP a participé à la Conférence mondiale de l'ILGA, qui s'est tenue au Mexique, où elle a organisé une réunion préparatoire réunissant les membres de son Comité LGBT de la région Amériques, ainsi qu'un atelier portant sur les stratégies syndicales relatives aux LGBT, en collaboration avec l'Internationale de l'Éducation. La région ISP Amériques a signé un accord de coopération régionale avec l'ILGA.
- L'ISP a également participé au 3e International Symposium Against Discrimination (Symposium international contre la discrimination), organisé à Ankara en décembre. Ce Symposium portait essentiellement sur le droit à l'emploi, et a également permis d'aborder les pratiques discriminatoires sur le lieu de travail en général, la discrimination liée au genre, à l'orientation sexuelle et fondée sur l'identité de genre, les droits syndicaux des LGBT, ainsi que les droits des travailleuses et des jeunes travailleurs/euses.

Jeunes travailleurs/euses

- C'est le 12 août, à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, que l'ISP a lancé son Réseau mondial de jeunes travailleurs/euses.
- L'ISP a élaboré un programme de travail reprenant ses activités relatives aux jeunes travailleurs/euses, incluant le développement du Réseau mondial de jeunes, ainsi qu'une plus grande visibilité des pages dédiées aux jeunes travailleurs/euses sur son site Internet.



Groupe de coordination solidaire du Swaziland à Johannesburg, en septembre. Ce Groupe, créé par l'ISP, coordonne les actions de solidarité entre les syndicats partenaires du Swaziland, de Suède, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de Norvège

DÉVELOPPEMENT SINDICAL

Dans plus de 60 pays, l'ISP travaille de concert avec ses affiliés dans le cadre de projets liés au développement syndical. Voici quelques exemples de progrès accomplis en 2014 dans ce domaine :

- En Turquie, les affiliés ont lancé une série d'activités sectorielles, visant à comparer les bonnes pratiques en matière de syndicalisation. Un livre sur le travail précaire a été publié à l'occasion d'une conférence nationale organisée autour de ce même thème. Les affiliés de l'ISP ont déclaré que plus de 50 000 travailleurs/euses précaires avaient rejoint un syndicat en 2014.
- Aux côtés de ses affiliés de Norvège (NTL), de Grande-Bretagne (UNISON), de Suède (VISION) et des Pays-Bas (AbvaKabo), ainsi que des affiliés du Swaziland, l'ISP a créé le Groupe de coordination solidaire du Swaziland, chargé de garantir le suivi de cette coopération et de renforcer les campagnes syndicales en faveur de la démocratie et des droits humains au Swaziland.
- Composée d'affiliés de l'ISP, l'Association des syndicats du secteur public d'Afrique de l'Est (Association of Public Sector Unions East Africa, APSU-EA) a été fondée dans l'objectif d'aider les syndicats à faire pression sur la Commission de l'Afrique de l'Est (East Africa Commission, EAC). L'APSU œuvrera en faveur de l'obtention du statut d'observateur au sein de l'EAC, un forum régional dont l'importance ne cesse de croître et qui permet aux gouvernements d'aborder diverses questions, telles que la restructuration et la privatisation du secteur public.
- Aux Philippines, les affiliés de l'ISP et les syndicats partenaires ont continué de déployer de nombreux efforts en vue de mettre en place une solide campagne en faveur de la ratification de la Convention 151 de l'Organisation internationale du Travail (négociation collective dans le secteur public) par le Sénat national. Certains des membres les plus éminents du gouvernement et de l'administration ont apporté leur soutien à cette campagne. Si cette dernière s'avère fructueuse, les Philippines seront le tout premier pays d'Asie-Pacifique à avoir ratifié cette Convention.
- En Indonésie, le projet mené par l'ISP visait à soutenir les campagnes menées par les syndicats et les organisations de la société civile afin d'annuler la privatisation du service des eaux de la ville Jakarta et de le rendre aux mains du secteur public. Bien que le service des eaux soit géré par des entreprises privées depuis plus de 20 ans, les habitant(e)s de la ville ne peuvent toujours pas boire l'eau du robinet. En mars, les autorités locales ont annoncé la mise en place de mesures visant à remunicipaliser le service des eaux de Jakarta.
- Au Mozambique, un projet de soutien aux campagnes de pression auprès de l'Assemblée nationale et aux activités de sensibilisation à l'échelle locale, a permis au SINAFP, un affilié de l'ISP, d'obtenir le droit de former un syndicat représentant les travailleurs/euses du secteur

public, et ce, pour la toute première fois dans l'histoire du pays. Avec l'adoption d'une nouvelle loi sur le syndicalisme dans le secteur public au mois de novembre, le SINAFP s'est impliqué dans le recrutement et la syndicalisation de nouveaux membres.

- À Santiago (Chili), en octobre dernier, le nouveau projet de l'ISP pour le Cône Sud et le Brésil – portant sur la violence fondée sur le genre et le harcèlement sur le lieu de travail – a été marqué par un engagement et une participation d'une ampleur sans précédent. La Présidente du Chili, Michelle Bachelet, a même prononcé quelques mots lors de la conférence d'ouverture du projet.
- À la suite des pressions exercées par les syndicats du secteur de la santé de l'ISP, le réseau des syndicats de la santé de l'Afrique de l'Ouest (WAHSUN) est parvenu à organiser, pour la toute première

fois, une rencontre de haut niveau avec le Directeur général de la West Africa Health Organisation (WAHO), l'organisation intergouvernementale du domaine de la santé compétente pour les pays CEDEAO d'Afrique de l'Ouest. Les discussions ont porté sur les domaines de coopération future, la maladie à virus Ebola, ou encore sur l'obtention du statut d'observateur au sein de la WAHO.

- À Tunis, au mois de mai, les femmes syndicalistes des affiliés de l'ISP au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont organisé un forum sur la direction des syndicats, qui a pu compter sur la participation active de nombreuses dirigeantes syndicales provenant d'Égypte, d'Algérie et de Suède. Ce forum a abordé le rôle actuel des femmes au sein des syndicats de la région MENA. En conclusion, les participant(e)s ont décidé de mener une campagne en faveur d'une représentation

d'au moins 30 % de femmes dans les sphères dirigeantes des syndicats, ainsi que d'encourager les femmes à participer aux campagnes électorales pour les fonctions syndicales.

- En raison des décisions prises par la Conférence internationale du Travail au regard des violations incessantes des droits syndicaux en Équateur, une mission technique a été envoyée en janvier 2015 dans le pays, afin de dresser le bilan de la situation.

L'ISP tient à remercier les affiliés suivants pour leurs contributions, qui ont rendu possible les progrès susmentionnés : IMPACT (Irlande), AbvaKabo (Pays-Bas), JHL et TEHY (Finlande), Kommunal, SEKO, ST et Vision (Suède). L'ISP tient également à saluer le soutien permanent apporté par les organisations syndicales LO-TCO Biståndsnämnd (Suède), SASK (Finlande) et FNV Mondiaal (Pays-Bas).



Première conférence régionale du réseau des syndicats de la santé de l'Afrique de l'Ouest (WAHSUN) à Abuja, en avril, lors de laquelle les participant(e)s se sont engagé(e)s à renforcer les campagnes régionales visant à protéger les travailleurs/euses luttant contre Ebola, ainsi qu'à étendre le réseau dans toute l'Afrique de l'Ouest



Dirigeant(e)s de la FSESP et de l'ISP : Dave Prentis, Président de l'ISP, Annelie Nordström, Présidente de la FSESP, Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'ISP, et Jan Willem Goudriaan, Secrétaire général de la FSESP

EUROPE (FSESP)

*“NOUS AVONS BESOIN
D'UNE AUTRE EUROPE”*

– A DÉCLARÉ LA **FSESP** À L'OCCASION
DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES
ET LORS DE SON **CONGRÈS**

Si le Congrès quinquennal, organisé au mois de mai, fut l'événement majeur de la FSESP cette année, la promotion d'une politique économique européenne qui renonce à l'austérité demeure toujours la priorité absolue de la fédération. Tel était également le message principal transmis par la FSESP à l'occasion des élections européennes, comme auprès du nouveau Parlement européen et de la nouvelle Commission européenne.

- La FSESP a soutenu l'ISP lors de l'ouverture d'un fonds visant à aider les familles des travailleurs/euses qui ont trouvé la mort en luttant contre la maladie à virus Ebola et n'ont bénéficié d'aucune protection sociale. La FSESP a également demandé au nouveau commissaire européen à l'aide humanitaire et à la gestion des crises de contacter les syndicats des travailleurs du secteur de la santé d'Afrique de l'Ouest, dont les membres se trouvaient en première ligne des interventions auprès des personnes infectées par le virus.
- Si la menace du virus s'est avérée minime en Europe, la FSESP a toutefois souligné le cas d'une infirmière contaminée en Espagne, Teresa Romero, afin de mettre en lumière l'impact des mesures d'austérité sur les services de santé du pays.
- Les événements en Ukraine ont présenté d'importantes difficultés pour les syndicats et leurs membres, notamment l'incendie volontaire de la maison des Syndicats à Kiev au mois de février, ou encore, plus tard dans l'année, la situation en Crimée, qui s'est caractérisée par une intensification du conflit armé dans l'est de l'Ukraine. Les affiliés de la FSESP et de l'ISP ont fait preuve d'une grande solidarité et ont dégagé des fonds afin de soutenir les syndicats.
- La FSESP a organisé son 9e Congrès à Toulouse, du 20 au 23 mai, autour du thème « L'Europe doit prendre une nouvelle direction ». Le Congrès a adopté 17 résolutions, axées sur une autre Europe, des services publics de qualité, la politique économique, les droits syndicaux, l'égalité et la migration. Soulignons également l'adoption de résolutions sectorielles, notamment sur le développement des services sociaux, ainsi que la prise de positions cruciales concernant les négociations commerciales en cours.
- Le Congrès a élu la nouvelle présidente de la FSESP, Annelie Nordström, du syndicat suédois du gouvernement local Kommunal. Elle prend ainsi la relève d'Anne-Marie Perret. Jan Willem Goudriaan, ancien Secrétaire général adjoint, remplace quant à lui Carola Fischbach-Pyttel au poste de Secrétaire général.
- De nombreux syndicats des services publics, leurs membres et les personnes qu'ils représentent ont poursuivi leur lutte contre les politiques d'austérité imposées par un grand nombre de gouvernements nationaux, ainsi que par les institutions

européennes et mondiales. Les pays en proie à une grave crise financière, tels que la Grèce, le Portugal et Chypre, ont dû faire face aux exigences d'austérité de la Troïka, une alliance constituée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international.

- La nouvelle Commission, qui a pris fonction en novembre, a promis d'intensifier ses efforts pour stimuler les investissements et de modifier légèrement son approche en matière d'assainissement budgétaire. À l'occasion de plusieurs sessions d'information sur l'austérité, la FSESP a dénoncé la demande implicite et récurrente de l'UE à l'égard de réformes structurelles, principalement axées sur une hausse de la flexibilité du marché du travail, ce qui n'apportera ni croissance, ni emploi. La FSESP a porté son message devant les institutions européennes, à l'occasion de réunions entre des délégations de haut niveau et les Présidents Van Rompuy et Barroso.
- Grâce aux actions de la FSESP et à la pression exercée par les affiliés, l'objectif de l'UE s'est réorienté vers un plan d'investissement, qui, combiné à une hausse de l'investissement public, demeurera une priorité pour la FSESP en 2015. Il ne s'agit pas uniquement d'investir dans de grands projets d'infrastructure, mais également de se concentrer sur le financement de projets dans le domaine des services sociaux et de santé, ce qui viendra considérablement redynamiser la création d'emplois et aura, à terme, des répercussions sur le reste de l'économie. Par ailleurs, l'égalité s'en trouvera renforcée, dans la mesure où une augmentation du nombre d'établissements de garde d'enfants et une amélioration de la qualité de ces garderies permettront aux femmes de continuer à travailler et contribueront ainsi à une réduction de l'écart salarial entre les hommes et les femmes.
- En réponse aux demandes récurrentes de coupes dans les dépenses publiques, la FSESP a plaidé pour des actions majeures visant à mettre un terme à la fraude

fiscale, afin de stimuler ainsi les recettes publiques. La lutte contre l'évasion fiscale et la fermeture des paradis fiscaux s'avèrent fondamentales si l'on souhaite pouvoir récupérer les 1 000 milliards d'euros que les autorités publiques perdent chaque année. Alors que de nombreux pays ne parviennent pas à maintenir ou à augmenter les ressources et le personnel alloués au recouvrement de l'impôt, le scandale de LuxLeaks a révélé, en fin d'année, l'ampleur de l'évasion fiscale organisée au Luxembourg.

- La FSESP s'est jointe à une délégation qui s'est entretenue avec la Commission européenne en mai dernier, en vue d'exprimer ses préoccupations au regard des accords commerciaux et de leurs répercussions sur les services publics et les droits syndicaux.
- La FSESP a participé au sommet mondial de l'ISP sur le commerce à Washington ainsi qu'à la conférence sur l'ASC à Genève.
- Après avoir mené avec succès, à la fin 2013, la toute première Initiative citoyenne européenne (ICE), qui a recueilli près de 1,9 million de signatures et invitait la Commission européenne à « mettre en œuvre le droit humain à l'eau et à l'assainissement dans la législation européenne », des représentant(e)s de la FSESP et de la campagne ICE ont rencontré la Commission européenne en février. Ils/elles ont ainsi pu aborder la réponse de la Commission européenne aux revendications de l'ICE, avant d'être convié(e)s à une audition devant le Parlement européen. En mars, la Commission européenne a publié sa réponse officielle à l'ICE, en soulignant le caractère essentiel du droit humain à l'eau et à l'assainissement, ainsi que l'importance de l'eau en tant que bien public. Elle a également mis en lumière sa valeur fondamentale et déclaré que « l'eau n'est pas un bien marchand ». Cependant, la Commission européenne n'a proposé aucune législation reconnaissant le droit humain à l'eau et n'a nullement promis de mettre un terme aux futures privatisations des services d'eau et d'assainissement.

- Les activités de plaidoyer et les campagnes de sensibilisation organisées par la FSESP en collaboration avec d'autres syndicats et organisations de la société civile au sein du Réseau pour le développement durable dans les marchés publics (RDDMP) ont porté leurs fruits et entraîné l'adoption de nouvelles directives européennes autorisant la mise en place de critères sociaux et environnementaux dans les marchés publics.
- Au sein du groupe de travail sur les services sociaux, la FSESP a décidé d'intensifier ses efforts en faveur des travailleurs/euses des services sociaux, dans les institutions et entreprises privées, publiques ou à but non lucratif. Cette décision s'explique par le rôle croissant de ces services, la hausse du nombre de travailleurs/euses employé(e)s, ainsi que par les défis auxquels sont confronté(e)s ces travailleurs/euses, particulièrement les femmes.
- En Grèce, la FSESP a soutenu les travailleurs/euses du secteur de l'eau à Thessalonique. Leur campagne a contribué à une victoire écrasante du « non » lors du référendum sur l'éventuelle privatisation de leur compagnie des eaux.
- En Croatie, la FSESP a soutenu les syndicats lors de leur référendum contre l'externalisation des services publics.
- En Turquie, la FSESP a exprimé ses inquiétudes au regard du non-respect des conventions collectives et des violations des droits syndicaux. Grâce à la pression internationale, les syndicalistes turcs/turques incarcéré(e)s ont pu être libéré(e)s.
- Les lignes directrices européennes sur la migration et les mesures antidiscriminatoires ont été adoptées conjointement avec les employeurs des administrations locales en Europe.
- Une législation européenne garantissant des conditions de travail sûres pour les travailleurs/euses employé(e)s par des entreprises sous-traitantes dans l'industrie nucléaire a été adoptée.

PERSONNEL DE L'ISP

SIÈGE

Changement de fonction:

Cédric DEPOLLIER, Coordinateur de projets pour les jeunes travailleurs, à compter du 19/05/2014 (Projets : 60 % / Égalité et droits : 40 %)

Démission

Teresa MARSHALL, Responsable de la communication, au 31/07/2014

Licenciement

Nghiep LY, Responsable des finances, au 18/12/2014

Recrutements

- **Alejandro MORALES FERNANDEZ**, Coordinateur des finances, contrat à durée déterminée du 14/04/2014 au 13/04/2015
- **Eva CONTELL**, Secrétaire trilingue, contrat d'intérimaire du 06/10 au 19/12/2014, suivi d'un contrat à durée déterminée du 19/01 au 31/12/2015
- **Malika OURTIOUALOUS**, Assistante comptable, contrats d'intérimaire du 04/12 au 19/12/2014 et du 05/01 au 31/01/2015, suivis d'un contrat à durée déterminée du 02/02 au 30/06/2015

Détachements

- **Rolv HANSSEN**, Coordinateur du projet SPQ, détachement arrivé à terme au 30/06/2014
- **Danilo ZULIANI**, FP-CGIL, Rome, Italie, temps de travail de 20 %, développement et mise en œuvre d'un programme de recrutement de l'ISP concernant les pompiers et les intervenants de première ligne, à compter du 01/10/2013

Consultant(e)s

- **Genevieve GENCIANOS** de MIGRANTS RIGHTS INTERNATIONAL (MRI) Genève, Suisse, Coordinatrice du Projet Migrations internationales et travailleuses de la santé, du 01/01 au 31/12/2014, contrat reconduit du 01/01 au 31/12/2015
- **Vittorio LONGHI**, Conseiller en communications, du 01/07 au 31/12/2014, contrat reconduit du 02/01 au 31/12/2015 (à temps partiel, 13 à 15 jours de travail par mois)

Stage

Moradeke ABIODUN BADRU, Université de Kassel, Allemagne, du 10/02 au 25/03/2014

REGIONS

AFRIQUE ET PAYS ARABES

Bureau sous-régional pour l'Afrique australe

- **Virginia SETSHEDI**, Coordinatrice de projet pour l'Afrique australe, démission au 10/10/2014
- **Thembi MNGOMEZULU**, Secrétaire sous-régionale pour l'Afrique du Sud, retraitée au 31/12/2014
- **Patrick MALATJI**, Secrétaire sous-régional provisoire

Bureau de projet au Kenya

Jacqueline NALUBEGA NYANGALA Coordinatrice de projet depuis le 01/12/2014

ASIE-PACIFIQUE

Bureau régional de Singapour

- **Katherine LOH**, contrat de détachement en tant que Secrétaire sous-régionale pour l'Asie du Sud-Est arrivé à terme au 31/12/2013
- **Ian MARIANO**, Secrétaire sous-régional pour l'Asie du Sud-Est depuis le 01/01/2014
- **Norman GRECIA**, Coordinateur de projet, basé aux Philippines à compter du 01/02/2014

Bureau sous-régional pour l'Asie du Sud

Susana BARRIA Coordinatrice de projet depuis le 15/12/2014

Bureau sous-régional pour l'Océanie

- **Sue HEATH**, Assistante administrative, démission au 09/11/2013
- **Mike INGPEN**, Secrétaire sous-régional pour l'Océanie, retraité au 31/12/2014

Bureau sous-régional pour l'Asie de l'Est

- **Yoshiko INAGAKI**, Secrétaire sous-régionale pour l'Asie de l'Est, démission au 31/08/2013
- **Hiroo AOBA**, Secrétaire sous-régional pour l'Asie de l'Est depuis le 01/09/2013

INTER-AMÉRIQUES

Bureau régional au Brésil

- **Monica VALENTE**, Secrétaire sous-régionale pour le Brésil, démission au 28/02/2014
- **Beatriz ADANIA**, Assistante administrative depuis le 02/06/2014
- **Marcelo NETTO**, Coordinateur communication depuis le 01/10/2014

Bureau sous-régional pour le Cône Sud

- **Verónica PRADO**, Secrétaire sous-régionale pour le Cône Sud, démission au 30/09/2014
- **Nayareth QUEVEDO**, Coordinatrice de projet pour le Cône Sud, contrat reconduit au 01/10/2014

Bureau sous-régional pour l'Amérique centrale

Johana MUÑOZ RODRÍGUEZ, Assistante administrative, démission au 31/03/2014

Bureau de projet en Équateur

- **Ricardo BUITRÓN**, Coordinateur de projet, démission au 30/04/2014
- **Ximena BURBANO**, Assistante administrative, démission au 30/06/2014
- **Marcela ARELLANO**, Coordinatrice de projet, contrat reconduit au 01/09/2014
- **Verónica MONTÚFAR**, Coordinatrice de projet, contrat reconduit au 01/09/2014

RAPPORT FINANCIER

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ pour les douze mois s'achevant au 31 décembre 2014

	Bilan 2014	Budget 2014 EB-146	Bilan 2013
RECETTES			
Cotisations	7,789,224	7,560,000	7,126,498
Sources de recettes exceptionnelles	23,298	88,000	25,873
Intérêts et produits des investissements	100,095	90,000	85,779
Remboursements	94,260	20,000	73,290
Recettes exceptionnelles	79,940	20,000	177,042
Contributions aux fonds	229,543	150,000	287,225
Contribution bailleurs de fonds à gestion des projets	482,017	505,000	436,737
Recettes d'activités financées par sources extérieures	1,243,023	1,421,000	1,161,988
Recettes d'activités financées par sources extérieures sur le terrain	0	0	25,206
TOTAL RECETTES	10,041,399	9,854,000	9,399,637
DÉPENSES			
Activités stratégiques	725,582	848,500	667,341
Réunions statutaires (au niveau mondial)	193,311	197,000	238,639
Réunions statutaires (au niveau régional)	121,315	279,500	117,382
Réunions statutaires (au niveau sous-régional)	245,648	241,000	287,657
Réunions externes	736	6,000	24
Réunions internes	6,104	6,000	3,037
Représentation siège	53,760	67,000	63,546
Représentation (sous)-régionale	119,902	131,000	115,085
Accord FSESP-ISP	855,359	855,000	875,000
Communications	109,589	120,000	124,024
Prix Kluncker Wurf	15,000	15,000	0
Contributions (CSI, CSM, etc.)	23,585	40,000	23,285
Personnel siège	3,279,946	3,281,000	3,311,415
Personnel (Sous)-régional	1,367,970	1,346,500	1,340,693
Frais de bureau siège	317,584	357,900	341,444
Frais de bureaux (Sous)-régionaux	274,869	310,974	309,199
Frais de personnel/bureau alloués aux projets	-482,017	-505,000	-436,737
Audit	75,384	85,169	108,290
Fonds destinés aux dons (dépenses)	109,834	150,000	21,953
Dépenses exceptionnelles	-11,098	0	325,903
Dépenses de l'ISP	7,402,362	7,832,543	7,837,183
Projets à financement externe	1,725,040	1,926,000	1,619,451
Fonds de projets financés par sources extérieures sur le terrain	0	0	4,479
Amortissement	33,496	50,000	41,258
Provisions et réserves	424,891	420,000	462,000
Prélèvements sur réserves	0	-120,000	-418,347
Allocation aux fonds d'aide ISP, AF et AP	122,377	0	269,017
Prélèvement fonds d'aide ISP, AF et AP	-2,668	0	-3,745
TOTAL DÉPENSES	9,705,499	10,108,543	9,811,297
EXCÉDENT/DÉFICIT	335,901	-254,543	-411,660



Public Services International
Internationale des Services Publics
Internacional de Servicios Públicos
Internationale der Öffentlichen Dienste
Internationell Facklig Organisation för Offentliga Tjänster
國際公務勞連

Internationale des Services Publics

45 avenue Voltaire, BP 9

01211 Ferney-Voltaire Cedex, France

Tel: +33 4 50 40 64 64

E-mail: psi@world-psi.org

www.world-psi.org